



联合国  
粮食及  
农业组织

Food and Agriculture  
Organization of the  
United Nations

Organisation des Nations  
Unies pour l'alimentation  
et l'agriculture

Продовольственная и  
сельскохозяйственная организация  
Объединенных Наций

Organización de las  
Naciones Unidas para la  
Alimentación y la Agricultura

منظمة  
الأغذية والزراعة  
للأمم المتحدة

F

## CONSEIL

### Cent cinquante et unième session

Rome, 23–27 mars 2015

### Rapport de la centième session du Comité des questions constitutionnelles et juridiques

#### Résumé

À sa centième session, le Comité des questions constitutionnelles et juridiques (CQCJ):

- a) a examiné le rapport annuel du Comité de l'éthique pour 2014, qui résume les conclusions des deux réunions que le Comité a tenues cette année-là;
- b) a examiné le document intitulé «Réforme de la Commission internationale du peuplier», qui décrit le processus actuel d'amendement de la Convention plaçant la Commission internationale du peuplier dans le cadre de la FAO (Convention de la CIP), a demandé des éclaircissements et a donné des indications sur un certain nombre de points; le CQCJ examinera de nouveau les propositions d'amendements avant que celles-ci ne soient transmises au Conseil et à la Conférence en 2017;
- c) a examiné le document CCLM 100/4 Rev.1, intitulé «Rectification d'erreurs et modifications d'ordre rédactionnel dans les Textes fondamentaux».

#### Suite que le Conseil est invité à donner

Le Conseil est invité:

- a) à prendre note de l'examen, par le CQCJ, du rapport annuel du Comité de l'éthique pour 2014;
- b) à prendre note des indications que le CQCJ a données concernant le processus d'examen et d'adoption des propositions d'amendements à la Convention de la CIP, figurant en annexe I du présent rapport;
- c) à approuver les conclusions du CQCJ s'agissant des propositions de modifications dans les Textes fondamentaux.

*Pour toute question relative au contenu du présent document, prière de s'adresser à:*

M. Antonio Tavares  
Conseiller juridique, Bureau juridique  
Tél.: +39 065705 5132

Le code QR peut être utilisé pour télécharger le présent document. Cette initiative de la FAO vise à instaurer des méthodes de travail et des modes de communication plus respectueux de l'environnement. Les autres documents de la FAO peuvent être consultés à l'adresse [www.fao.org](http://www.fao.org)



mm717f

## I. Introduction

1. La centième session du Comité des questions constitutionnelles et juridiques (CQCJ) s'est tenue du 23 au 24 février 2015.
2. La session, ouverte à des observateurs sans droit de parole, était présidée par Mme Mónica Martínez Menduño. Étaient présents les membres suivants:
  - M. Mafizur Rahman (Bangladesh)
  - M. M. Lubomir Ivanov (Bulgarie)
  - Mme April Cohen (États-Unis d'Amérique)
  - M. Abdulsatar Chiyad Al-Sudani (Iraq)
  - M. M. Mohammed S. Sheriff (Libéria)
  - M. Lawrence Kuna Kalinoe (Papouasie-Nouvelle-Guinée)
  - M. Oscar Gabriel Piñeyro Bentos (Uruguay)
3. Le CQCJ a approuvé son ordre du jour provisoire.

## II. Comité de l'éthique – Rapport annuel 2014

4. Le CQCJ a examiné le document CCLM 100/2 Rev.1, intitulé «Comité de l'éthique – Rapport annuel 2014» et entendu l'exposé du médiateur/chargé des questions d'éthique, qui résumaient les conclusions des deux réunions que le Comité a tenues en 2014.
5. Le médiateur/chargé des questions d'éthique a répondu aux questions du CQCJ concernant la fusion des fonctions de chargé des questions d'éthique et de médiateur, la mise en œuvre en cours du Programme relatif à la déclaration de situation financière, la mise en œuvre de la Stratégie de la FAO en matière de partenariat avec le secteur privé et les méthodes de travail du Comité de l'éthique.
6. Après le débat, le CQCJ est convenu qu'il faudrait ultérieurement examiner plus avant les avantages et inconvénients éventuels de la fusion des fonctions de chargé des questions d'éthique et de médiateur. Cet examen nécessitera des informations supplémentaires qui seront tirées de l'expérience pratique en la matière.
7. Le CQCJ a rappelé que le Comité de l'éthique avait été créé à titre d'essai en 2011 et que, en 2016, les organes directeurs compétents de la FAO devaient déterminer s'il doit être établi de façon permanente. Le CQCJ attend avec intérêt des informations détaillées sur l'expérience du Comité de l'éthique sur ces quelques années d'existence.
8. Le CQCJ a pris note des informations fournies dans le rapport annuel et a également noté que ledit rapport serait examiné par le Comité financier.

## III. Réforme de la Commission internationale du peuplier

9. Le CQCJ a examiné le document CCLM 100/3, intitulé «Réforme de la Commission internationale du peuplier», qui décrit le processus actuel d'amendement de la Convention plaçant la Commission internationale du peuplier dans le cadre de la FAO (Convention de la CIP) et qui justifie et présente un ensemble de propositions d'amendements à la Convention de la CIP. Les propositions d'amendements à la Convention de la CIP, examinées à la lumière d'un exposé fait par le Secrétaire de la Commission internationale du peuplier (la Commission) figurent en annexe I du rapport du CQCJ.
10. Le CQCJ a noté que les amendements seraient présentés à la Commission aux fins d'adoption lors d'une session qui doit se tenir en 2016 et qu'ils entreraient ensuite en vigueur à compter de leur approbation par la Conférence de la FAO, à la session que celle-ci tiendra en juin 2017.

11. Au cours des débats, le CQCJ a demandé des éclaircissements notamment sur les points suivants: l'ampleur et les incidences de la proposition d'élargissement du champ d'action de la Commission, qui inclurait les peupliers et les autres essences apparentées et genres associés; les fonctions révisées de la Commission; la relation entre la Commission et les commissions nationales et autres organismes nationaux visés à l'article IV de la Convention de la CIP; la relation entre la Commission et le Comité des forêts; et la teneur des propositions d'amendements, à la lumière des critères définis par le CQCJ, le Conseil et la Conférence pour répondre à la question de savoir si les propositions d'amendements entraînent de nouvelles obligations pour les Parties.

12. Le CQCJ a noté qu'il examinerait de nouveau les propositions d'amendements, ainsi que les informations supplémentaires sur les délibérations de la Commission après adoption des amendements par celle-ci en 2016 et avant présentation de la Convention de la CIP amendée à la Conférence, aux fins d'adoption, en juin 2017.

#### **IV. Rectification d'erreurs et modifications d'ordre rédactionnel dans les Textes fondamentaux**

13. Le CQCJ a examiné le document CCLM 100/4 Rev.1, intitulé «Rectification d'erreurs et modifications d'ordre rédactionnel dans les Textes fondamentaux».

14. Le CQCJ a noté qu'il y avait une différence entre la version espagnole du paragraphe 13 de l'Article XXXIV du Règlement général de l'Organisation (RGO), relatif au remboursement des frais engagés par le Président et par les représentants des Membres du CQCJ pour assister aux sessions du Comité, et les versions de ce paragraphe du RGO dans les autres langues de l'Organisation. Le CQCJ a approuvé une proposition de correction de la version espagnole de cet article, version qui ne faisait pas référence au Président, contrairement aux autres versions linguistiques.

15. Le CQCJ n'est pas parvenu à déterminer si certaines propositions de corrections faites dans le document CCLM 100/4 Rev.1 étaient des corrections d'erreurs de frappe ou portaient sur le fond, et est convenu de réexaminer la question lors d'une session ultérieure.

#### **V. Questions diverses**

16. Aucune autre question n'a été soulevée.

## Annexe I

PROPOSITIONS D'AMENDEMENTS À LA CONVENTION DE LA CIP<sup>1</sup>

**Convention plaçant la Commission internationale du peuplier dans le cadre de la FAO**  
**Convention relative à la Commission internationale du peuplier et autres essences utiles**  
**aux personnes et à l'environnement**

### Article premier – Statut

La Commission internationale du peuplier et autres essences utiles aux personnes et à l'environnement (dénommée ci-après «la Commission»), qui est placée dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (dénommée ci-après «l'Organisation»), ~~et la présente Convention établie à cet effet~~ est régie par les dispositions de l'article XIV de l'Acte constitutif de l'Organisation et par la présente Convention.

### Article II – Membres

1. Sont Membres de la Commission les États Membres ou les Membres associés de l'Organisation qui acceptent la présente Convention conformément aux dispositions de l'article XIII de celle-ci.

La Commission peut décider d'admettre en son sein, à la majorité des deux tiers de ses Membres, d'autres États qui sont Membres des Nations Unies, de l'une quelconque des institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique, à condition qu'en présentant leur demande d'admission ceux-ci déclarent dans un instrument formel accepter la présente Convention telle qu'elle s'applique à l'époque de leur admission.

Les États Membres et les Membres associés de l'Organisation qui ne sont pas Membres de la Commission peuvent, sur leur demande, être représentés en tant qu'observateurs aux sessions de la Commission. Les États Membres de l'Organisation des Nations Unies, d'une de ses institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique, mais non de l'Organisation, peuvent, sur leur demande, être représentés en tant qu'observateurs aux sessions de la Commission, sous réserve des dispositions relatives à l'octroi du statut d'observateur à des États adoptées par la Conférence de l'Organisation.

### Article III - Fonctions

Les fonctions de la Commission sont les suivantes:

- d) étudier, de manière à déboucher sur des actions concrètes, les aspects scientifiques, techniques, sociaux et, économiques et environnementaux de la culture du peuplier et du saule; des essences de *Populus* et d'autres genres, tels que *Acacia*, *Salix* et *Tectona*, aux fins de production, protection, et utilisation, à l'appui des moyens d'existence, de l'utilisation des terres, du développement rural et de l'environnement, notamment en ce qui concerne les questions relatives à la sécurité alimentaire, le changement climatique,

<sup>1</sup> Les suppressions apparaissent en ~~texte barré~~ et les insertions en lettres italiques soulignées.

la préservation de la diversité biologique et la résilience face aux catastrophes, aux menaces et aux crises:

- e) faciliter les échanges d'idées de connaissances, de technologies et de matériel entre les chercheurs, les producteurs et les utilisateurs;
- f) établir des programmes de recherche en commun;
- g) provoquer l'organisation de congrès combinés avec des voyages d'étude;
- h) faire rapport et adresser des recommandations à la Conférence de l'Organisation par l'intermédiaire du Directeur général de l'Organisation; et
- i) adresser des recommandations aux Commissions nationales du peuplier et autres essences utiles aux personnes et à l'environnement ou aux autres organismes nationaux prévus à l'article IV de la présente Convention, par l'intermédiaire du Directeur général de l'Organisation et des gouvernements intéressés.

**Article IV – Création de Commissions nationales du peuplier et autres essences utiles aux personnes et à l'environnement**

Chaque État contractant s'engage à prendre le plus rapidement possible toutes les mesures en son pouvoir pour créer une Commission nationale du peuplier et autres essences utiles aux personnes et à l'environnement traitant d'Acacia, de Populus, de Salix, de Tectona et des genres associés ou, si cela n'est pas possible, pour désigner un autre organisme national approprié; il s'engage à fournir une description des attributions de la Commission nationale ou de cet autre organisme, et des modifications qui peuvent y être apportées, au Directeur général de l'Organisation, qui transmet ces informations aux autres États Membres de la Commission. Chaque État contractant communique également au Directeur général des publications de sa Commission nationale ou de cet autre organisme.

**Article V – Siège de la Commission**

Le Siège de la Commission est fixé au Siège de l'Organisation à Rome.

**Article VI – Sessions**

2. Chaque État Membre de la Commission est représenté aux sessions de celle-ci par un seul délégué qui peut être accompagné d'un suppléant ainsi que d'experts et de conseillers. Les suppléants, experts et conseillers peuvent participer aux débats de la Commission mais ils ne votent pas, sauf dans le cas où le suppléant est dûment autorisé à remplacer le délégué. Chaque État Membre de la Commission a une voix. Les décisions de la Commission sont acquises à la majorité des suffrages exprimés sauf dispositions contraires de la présente Convention. Le quorum est constitué par la majorité des États Membres de la Commission.

La Commission est convoquée en session ordinaire tous les quatre ans par le Directeur général de l'Organisation après consultation du Président du Comité exécutif. La Commission peut être convoquée en session extraordinaire par le Directeur général après consultation du Président du Comité exécutif ou à la demande d'un tiers au moins des États Membres de la Commission.

La Commission se réunit au lieu fixé par elle sur le territoire des États Membres ou au Siège de la Commission.

La Commission élit parmi les délégués, au début de chaque session, un Président et deux Vice-présidents.

~~Il est constitué pour la durée de la session un bureau composé du Président et des deux Vice-présidents de la session ainsi que du Président et du Vice-Président du Comité exécutif. Les décisions et recommandations de la Commission sont mises en œuvre par l'intermédiaire des Commissions nationales et autres organismes nationaux prévus à l'article IV de la présente Convention.~~

### **Article VII – Comité exécutif**

3. Il est constitué un comité exécutif de la Commission comprenant 12 membres et au maximum cinq membres cooptés.

La Commission élit 12 membres du Comité exécutif parmi les candidats présentés par les États Membres de la Commission sur proposition des Commissions nationales ~~du peuple~~ ou autres organismes nationaux prévus à l'article IV de la présente Convention des pays respectifs. Les membres du Comité exécutif sont nommés à titre personnel, à raison de leurs qualifications spéciales, pour une durée de quatre ans et sont rééligibles.

Pour s'assurer le concours de spécialistes appropriés, le Comité exécutif peut admettre par cooptation un à cinq membres supplémentaires dans les mêmes conditions qu'au paragraphe 2 ci-dessus. Le mandat des membres supplémentaires expire avec celui des membres élus.

Entre les sessions de la Commission, le Comité exécutif agit au nom de celle-ci dont il est l'organe exécutif. En particulier, il soumet à la Commission des propositions concernant l'orientation générale des activités de celle-ci et son programme de travail, il étudie les questions techniques et il assure la mise en œuvre du programme approuvé par la Commission.

Le Comité exécutif élit parmi ses membres un Président et un Vice-Président.

Le Directeur général de l'Organisation peut réunir le Comité exécutif aussi souvent qu'il est nécessaire après avoir consulté le Président dudit Comité. Le Comité se réunit à l'occasion de chaque session ordinaire et il se réunit également au moins une fois entre deux sessions ordinaires de la Commission.

Le Comité exécutif fait rapport à la Commission.

### **Article VIII – Secrétaire**

Le Directeur général de l'Organisation nomme parmi les fonctionnaires supérieurs de l'Organisation un secrétaire de la Commission qui relève du Directeur général. Le secrétaire exerce les fonctions exigées par les activités de la Commission.

### **Article IX – Organismes subsidiaires**

4. La Commission peut, le cas échéant, constituer des sous-commissions, des comités ou des groupes de travail, sous réserve que les crédits nécessaires soient disponibles dans le chapitre correspondant du budget approuvé de l'Organisation. Ces sous-commissions, comités ou groupes de travail se réunissent sur convocation du Directeur général de l'Organisation qui consulte à cet effet le Président de l'organisme intéressé.

Peuvent faire partie des organismes subsidiaires soit tous les États Membres de la Commission, soit certains d'entre eux, soit des particuliers nommés à titre personnel, suivant ce que décide la Commission.

## Article X – Dépenses

5. Les dépenses qu'occasionne pour les délégués des États Membres de la Commission et pour leurs suppléants et conseillers leur participation aux sessions de la Commission ou à celles de ses organismes subsidiaires, de même que les dépenses des observateurs, sont supportées par les gouvernements ou organisations respectives.

Les dépenses qu'occasionne pour les membres du Comité exécutif leur participation aux sessions de celui-ci sont supportées par les pays dont ils sont ressortissants.

Les dépenses des particuliers invités à titre personnel à assister aux sessions ou à participer aux travaux de la Commission ou de ses organismes subsidiaires sont supportées par ces personnes à moins qu'elles n'aient été priées d'accomplir une tâche déterminée pour le compte de la Commission ou de ses organismes subsidiaires.

Les dépenses du secrétariat sont supportées par l'Organisation.

Si la Commission ou le Comité exécutif ne se réunissent pas au Siège de la Commission, toutes les dépenses supplémentaires ainsi occasionnées sont supportées par le gouvernement du pays hôte. Les dépenses afférentes aux publications des sessions de la Commission autres que les rapports desdites sessions, du Comité exécutif et des organismes subsidiaires, sont supportées par le gouvernement du pays hôte.

*La Commission peut accepter des contributions volontaires générales ou liées à certains de ses projets ou activités. Ces contributions sont versées sur un fonds fiduciaire créé par l'Organisation. L'acceptation de telles contributions volontaires et l'administration du fonds fiduciaire doivent être conformes au Règlement financier de l'Organisation.*

## Article XI – Règlement intérieur

La Commission peut, à la majorité des deux tiers de ses Membres, adopter et amender son règlement intérieur, qui doit être compatible avec le Règlement général de l'Organisation. Le règlement intérieur de la Commission et les amendements qui peuvent y être apportés entrent en vigueur à compter de leur approbation par le Directeur général de l'Organisation.

## Article XII – Amendements

6. La présente Convention peut être amendée avec l'approbation des deux tiers des États Membres de la Commission.

Des propositions d'amendement peuvent être soumises par tout État Membre de la Commission dans une communication adressée au Directeur général de l'Organisation, 120 jours au plus tard avant l'ouverture de la session à laquelle la proposition doit être examinée. Le Directeur général de l'Organisation avise immédiatement les États Membres de la Commission de toutes propositions d'amendement.

Les amendements ne prennent effet qu'à compter de leur approbation par la Conférence de l'Organisation. Le Directeur général de l'Organisation informe de ces amendements tous les États Membres de la Commission, tous les États Membres et tous les Membres associés de l'Organisation, ainsi que le Secrétaire général des Nations Unies.

Les amendements entraînant de nouvelles obligations pour les États Membres de la Commission n'entrent en vigueur pour chacun d'eux qu'à compter de leur acceptation par ledit État Membre. Les instruments d'acceptation des amendements entraînant de nouvelles obligations sont déposés auprès du Directeur général de l'Organisation qui informe de la réception de ces acceptations tous les États Membres de la Commission, tous les États Membres et tous les Membres associés de l'Organisation, ainsi que le Secrétaire général des Nations Unies. Les droits et obligations des États Membres de la Commission qui n'acceptent pas un amendement entraînant pour eux de nouvelles obligations

continuent à être régis par les dispositions de la présente Convention en vigueur avant ledit amendement.

### **Article XIII – Acceptation**

7. L'acceptation de la présente Convention par un État Membre ou un Membre associé de l'Organisation s'effectue par le dépôt d'un instrument d'acceptation auprès du Directeur général de l'Organisation et prend effet à compter de la réception de cette notification par le Directeur général.

L'acceptation de la présente Convention par les États qui ne sont pas Membres de l'Organisation prend effet à compter de la date à laquelle la Commission approuve leur demande d'admission conformément aux dispositions de l'article II de la présente Convention.

Le Directeur général de l'Organisation informe des acceptations qui ont pris effet tous les États Membres de la Commission, tous les États Membres et tous les Membres associés de l'Organisation, ainsi que le Secrétaire général des Nations Unies.

L'acceptation de la présente Convention peut être subordonnée à des réserves qui ne prennent effet que si elles ont été acceptées par tous les États Membres de la Commission. Le Directeur général de l'Organisation notifie immédiatement à tous les États Membres de la Commission les réserves qui ont été formulées. Les États Membres de la Commission qui n'ont pas répondu dans un délai de trois mois à partir de la date de cette notification sont réputés avoir accepté la réserve.

### **Article XIV – Application territoriale**

Les États Membres de la Commission doivent indiquer expressément, au moment où ils acceptent la présente Convention, à quels territoires s'applique leur acceptation. En l'absence d'une telle déclaration, leur acceptation est réputée valoir pour tous les territoires dont la conduite des relations internationales incombe à l'État Membre intéressé. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 de l'article XVI ci-dessous, l'application territoriale peut être modifiée par une déclaration ultérieure.

### **Article XV – Interprétation de la Convention et règlement des différends**

Tout différend concernant l'interprétation ou l'application de la présente Convention, s'il n'est pas réglé par la Commission, est déféré à un comité composé à raison d'un membre désigné par chacune des parties en litige et d'un Président indépendant choisi par lesdits membres du comité. Les recommandations du comité ne lient pas les parties en cause, mais celles-ci doivent reconsidérer à la lumière desdites recommandations la question qui est à l'origine du différend. Si cette procédure n'aboutit pas au règlement du différend, celui-ci est déféré à la Cour internationale de justice conformément au statut de celle-ci, à moins que les parties en litige ne conviennent d'une autre procédure de règlement.

### **Article XVI – Retrait**

8. Les États Membres de la Commission peuvent notifier leur retrait de la Commission à tout moment après l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date de leur acceptation de la présente Convention. Ce retrait prend effet six mois après la date où le Directeur général de l'Organisation en a reçu notification et celui-ci informe de la réception de cette notification tous les États Membres de la Commission, tous les États Membres et tous les Membres associés de l'Organisation, ainsi que le Secrétaire général des Nations Unies.

L'État Membre de la Commission qui assume la conduite des relations internationales de plus d'un territoire doit indiquer, lorsqu'il notifie son retrait de la Commission, le ou les territoires auxquels s'applique ce retrait. En l'absence d'une telle déclaration, le retrait est réputé s'appliquer à tous les territoires dont l'État Membre intéressé assume la conduite des relations internationales. Un État Membre de la Commission peut notifier le retrait d'un ou de plusieurs des territoires dont il assume la



conduite des relations internationales. Les États Membres de la Commission qui notifient leur retrait de l'Organisation sont réputés se retirer simultanément de la Commission et ce retrait est réputé s'appliquer à tous les territoires dont l'État intéressé assume la conduite des relations internationales exception faite pour les Membres associés.

### **Article XVII – Expiration**

La présente Convention devient caduque dès lors que le nombre des États Membres de la Commission devient inférieur à 6, à moins que les États qui restent parties à ladite Convention n'en décident autrement à l'unanimité, sous réserve de l'approbation de la Conférence de l'Organisation. Le Directeur général de l'Organisation informe de l'expiration de la présente Convention tous les États Membres de la Commission, tous les États Membres et tous les Membres associés de l'Organisation, ainsi que le Secrétaire général des Nations Unies.

### **Article XVIII – Entrée en vigueur**

9. La présente Convention entre en vigueur dès que 12 États Membres ou Membres associés de l'Organisation y sont devenus parties par suite du dépôt d'un instrument d'acceptation conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article XIII de la présente Convention.

Les dispositions de la présente Convention remplacent, pour les États qui sont déjà Membres de la Commission et qui deviennent parties à la présente Convention, les statuts de la Commission internationale du peuplier adoptés lors de la seconde session de la Commission tenue du 20 au 28 avril 1948 en Italie.

### **Article XIX – Langues faisant foi**

Les textes anglais, français et espagnol de la présente Convention font également foi.